



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

- 6 NOV. 2013

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique REYNAUD
☎ : 04 72 61 37 82
✉ : veronique.reynaud@rhone.gouv.fr

ARRETE COMPLEMENTAIRE

**modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié applicables à
la société OI MANUFACTURING FRANCE pour le site de l'ancienne verrerie VMC
quai Eugène Souchon à GIVORS**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2008-2834 du 30 juin 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié et complété le 3 décembre 2003 prescrivant une surveillance des eaux souterraines à la société VMC au droit du site de l'ancienne verrerie, quai Eugène Souchon à GIVORS ;

.../...

VU les résultats des 39 campagnes d'analyses des eaux souterraines réalisées par l'exploitant depuis avril 2003 ;

VU la déclaration de modification en date du 2 août 2013 de la société OI MANUFACTURING FRANCE relative à la demande d'allègement du suivi des eaux souterraines prescrit par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié susvisé ;

VU le rapport en date du 20 août 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement , service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 12 septembre 2013 par la société OI MANUFACTURING FRANCE ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré à la société OI MANUFACTURING FRANCE le 17 septembre 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 26 septembre 2013 ;

CONSIDERANT qu'après avoir fait réaliser 39 campagnes d'analyses des eaux souterraines depuis avril 2003, la société OI MANUFACTURING FRANCE demande un allègement du suivi des eaux souterraines prescrit au droit du site de l'ancienne verrerie VMC sur la base des préconisations du cabinet Blondel, bureau d'étude qui réalise ce suivi ;

CONSIDERANT qu'il ressort des conclusions du cabinet Blondel :

- qu'aucune valeur réglementaire en vigueur (eau potable ou potabilisable du code de la santé publique) ou valeur guide existante n'a été dépassée depuis janvier 2009, à l'exception des sulfates au droit de PZ1 (amont hydraulique du site) en août 2012,
- que depuis le début de la surveillance engagée selon l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003, de nombreux paramètres et substances analysés tels que les HAP totaux notamment, sont en constante diminution voire ne sont plus détectés, ou à l'état de traces résiduelles non significatives, dans les eaux souterraines transitant au droit et en sortie de l'ancienne verrerie ;

CONSIDERANT que le service d'inspection, après relecture des résultats de la surveillance sur ces dix dernières années, confirme les commentaires du cabinet Blondel ;

CONSIDERANT toutefois que l'inspection des installations classées indique qu'un prélèvement en période de hautes eaux complémentaire au prélèvement en période de basses eaux est jugé pertinent pour suivre plus finement l'évolution de l'eau souterraine ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu de :

- prendre acte de la déclaration de modification de la société OI MANUFACTURING FRANCE ;
- modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié afin d'alléger la surveillance des eaux souterraines de ce site ;

CONSIDERANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Il est pris acte de la déclaration en date du 2 août 2013 de la société OI MANUFACTURING FRANCE relative à la demande d'allègement du suivi des eaux souterraines prescrit par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié susvisé pour le site de l'ancienne verrerie VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS.

L'article 2 « Surveillance des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié susvisé est remplacé par les prescriptions suivantes :

«

2.1 Réseau de puits

La surveillance des eaux souterraines sera réalisée à partir des puits (piézomètres) PZ8, PZ7b, PZ9b, PZ10b, et PZ12 présents ou à restaurer conformément au rapport de la 39ème campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines du 11 juin 2013 réalisé par le cabinet Blondel (plan de localisation joint en annexe A au présent arrêté).

Ce réseau sera complété en tant que de besoin par un ou plusieurs ouvrages supplémentaires dont le nombre et la localisation seront définies en accord avec l'inspection des installations classées.

2.2 Réalisation des puits

Les puits mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X31-614 d'octobre 1999.

2.3 Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR-FD-X31-615 de décembre 2000.

Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique sera effectuée sur chaque ouvrage.

Les valeurs obtenues, ramenées au niveau de référence NGF, seront consignées dans un registre établi à cet effet et seront utilisées pour l'établissement de cartes permettant de suivre le comportement hydrodynamique de la nappe souterraine au droit et à proximité du site.

2.4 Nature et fréquence d'analyse

L'eau souterraine prélevée dans les ouvrages précités fera l'objet du programme d'analyse joint en annexe B.

La fréquence des mesures sera semestrielle pendant au moins trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Les prélèvements seront effectués une fois par an en périodes de hautes eaux (décembre-mars) et une autre fois en période de basses eaux (juin-septembre).

Les résultats des analyses et des mesures du niveau piézométrique seront transmis à l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées dès leur réception assorti de tout commentaire utile (comparaison avec les valeurs de référence, évolution de la qualité, anomalies décelées, calculs d'incertitude...).

»

.../...

Article 2

L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 modifiant l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société V.M.C, quai Eugène Souchon à GIVORS, est abrogé.

Article 3

Le tableau figurant en annexe B de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société V.M.C, quai Eugène Souchon à GIVORS est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Piézomètres
HAP Totaux	PZ8, PZ7b, PZ9b, PZ10b, et PZ12
Sulfates	PZ8, PZ7b, PZ9b, PZ10b, et PZ12
Ammonium	PZ8, PZ7b, PZ9b, PZ10b, et PZ12
Métaux (As, Cd, Cu, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn)	PZ8, PZ7b, PZ9b, PZ10b, et PZ12

Article 4

Le plan figurant en annexe A de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société V.M.C, quai Eugène Souchon à GIVORS est abrogé et remplacé par le plan figurant en annexe.

Article 5

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de GIVORS et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 6

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

.../...

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

Article 7

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

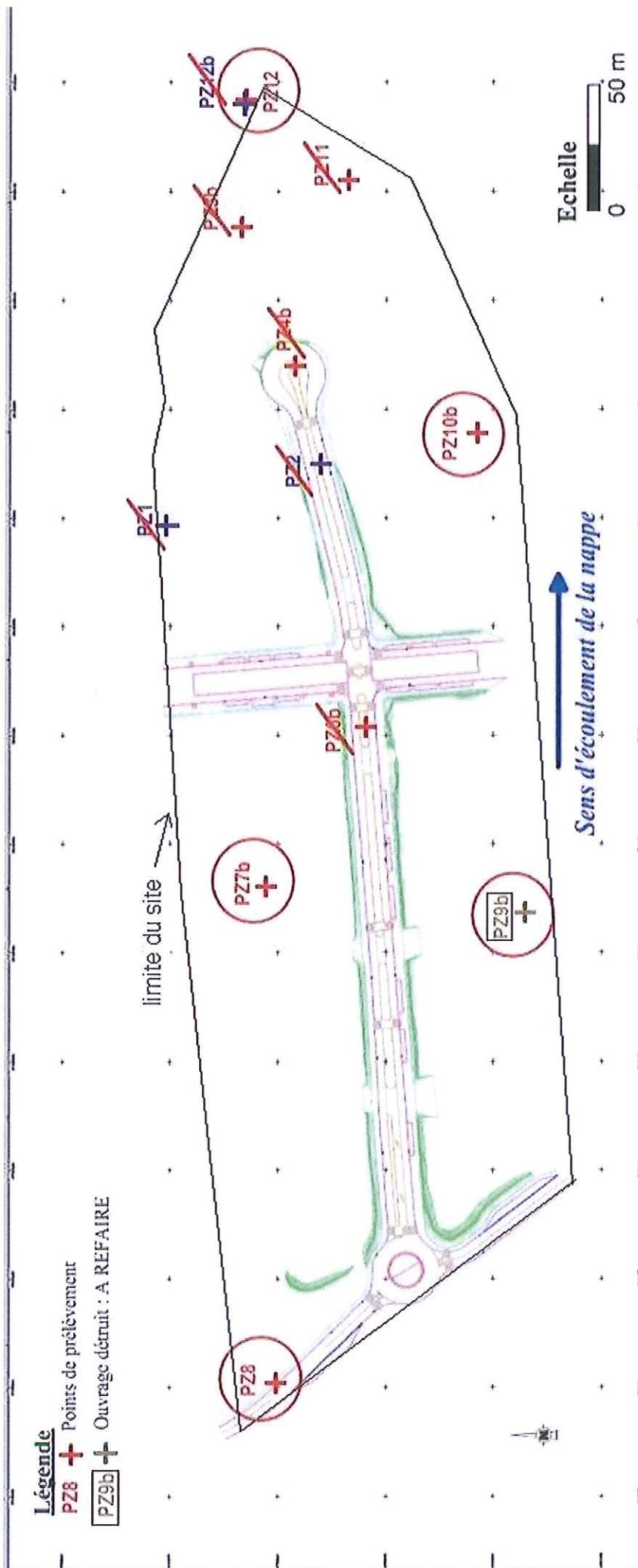
- au maire de GIVORS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 6 NOV. 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU - 6 NOV. 2013

Poulet PRÉFET
La Secrétaire *general*
Isabelle DAVID